

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 31/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LMCU

1 rue du ballon
59800 Lille

Références : -
Code AIOT : 0007002973

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2025 dans l'établissement LMCU implanté Rue de la station 59520 Marquette-lez-Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le plan de contrôle de l'Inspection des installations classées au titre de l'année 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LMCU
- Rue de la station 59520 Marquette-lez-Lille
- Code AIOT : 0007002973
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La STEP de Marquette-Lez-Lille est une station d'épuration dont les installations liées à la filière de traitement des boues, sont soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910-b, installation de combustion fonctionnant au biogaz.

Ces installations permettent de réduire le volume des boues produites tout en produisant du biogaz, qui est valorisé sur site en énergie thermique, et électrique par le biais des moteurs de cogénération, directement en combustible dans des chaudières équipées de brûleurs adaptés.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 27/09/2012, article 1.2.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Programme d'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 27/09/2012, article 9.1.1	Sans objet
3	Programme d'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 27/09/2012, article 9.1.3	Sans objet
4	Auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 27/09/2012, article 9.2.1.1.1	Sans objet
5	Auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 27/09/2012, article 9.2.1.1.2	Sans objet
6	Gazomètres biogaz	Arrêté Préfectoral du 27/09/2012, article 8.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection n'a relevé aucune non-conformité lors de la visite du 23 juillet 2025. Toutefois, l'exploitant doit veiller, dans le cadre des mesures comparatives, à ce que les paramètres manquants (HCl et COVNM) du programme d'auto surveillance soient repris par l'organisme de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2012, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Liste des rubriques de la nomenclature des IC

Prescription contrôlée :

N° rubrique	Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Classement
2910-B	Installations de combustion fonctionnant avec du biogaz, non issu d'ICPE classée sous la rubrique 2781-1B. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et si la puissance thermique est supérieure à 0,1 MW	<ul style="list-style-type: none">• 3 chaudières eau chaude mixtes biogaz+ gaz naturel assurant le chauffage des digesteurs et des bâtiments. Ces équipements existent. Ils sont déplacés et les brûleurs actuels biogaz/fioul sont remplacés par des brûleurs biogaz/gaz naturel. Puissance : 2 X 0,745 MW(U) et 1 X 0,95 soit 2,44 MW au total• 2 moteurs de cogénération fonctionnant au biogaz: puissance : 1,575 MW(U) soit 3,15 MW au total. Ces équipements existent et sont déplacés.	A

		<p>déplacés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 nouvelles chaudières vapeur (hydrolyse thermique des boues) fonctionnant au biogaz (et gaz naturel en secours) : puissance : 2,3 MW (U) soit 4,6 MW au total. • 2 nouveaux brûleurs fonctionnant au biogaz et gaz naturel en secours (production de vapeur pour les sécheurs de boues) : puissance : 2,3 MW(U) soit 4.6 MW au total. • Torchère de sécurité : 1 000 Nm³/h, puissance : 7,5 MW. <p>Puissance thermique totale : 14,79 MW</p>	
1411-2c	Gazomètres et réservoirs de gaz comprimés, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant	<ul style="list-style-type: none"> • Gazomètres (2) souples de 3 500 m³ unitaires (soit 8 tonnes de biogaz) 	D

	supérieure ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 10 tonnes.	<p>permettant le stockage à 30 mbar du biogaz produit en digestion.</p> <ul style="list-style-type: none"> « Skid gaz » (stockage sur station de production et de distribution de méthane biomasse) : 50 bouteilles de 80 litres à 290 bar, soit 1 160 Nm³ et 820 kg. <p>Soit au total un peu moins de 9 tonnes.</p>	
1413	Installation de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs de véhicules de transport fonctionnant au gaz naturel ou biogaz, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'établissement étant inférieure à 80 m ³ /h et 1 tonne.	<p>Installation « skid biométhane carburant » de remplissage de biogaz dans des réservoirs mobiles et/ou réservoirs de véhicules de transports, présentant un débit total maximum en sortie du système de compression de 60 Nm³/h.</p> <p>La masse totale de biogaz contenue dans l'installation est de 824 kg (50 bouteilles de 60 litres à 290 bar) + 1 réservoir tampon + 1 réservoir de compensation (110 litres + 750 litres à 6</p>	NC

		bars, soit 4 kg), soit au total environ 830 kg.	
2920	Installations de compression supérieure à 1 bar de fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant inférieure à 10 MW.	<p>Compression supérieure à 1 bar, de biogaz:</p> <ul style="list-style-type: none"> • système d'épuration du biogaz brut pour la station de production de méthane carburant : 1 compresseur existant de 30 kW en amont de la tour de lavage ; • station de production de méthane carburant : 1 compresseur existant, de 30 kW pour l'alimentation de réservoirs mobiles, soit un total de 60 kW de puissance absorbés. 	NC

Constats :

L'exploitant indique que l'installation de biogaz carburant n'est pas exploitée. L'ancienne rubrique 1413 doit donc être supprimée. L'ancienne rubrique 1411, aujourd'hui 4310 est toujours d'actualité. Une mise à jour de cette rubrique doit être faite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à M. le préfet du nord, un tableau des rubriques ICPE à jour sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Programme d'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2012, article 9.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Principe et objectifs du programme d'auto surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ces émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le programme de surveillance est le suivant : contrôle des rejets gaz une fois par an, des torchères deux fois par an, les chaudières et cogénérations une fois par trimestre.</p> <p>L'ensemble des contrôles sont consignés mensuellement via informatique. Un document synthétique de ces contrôles est transmis à la MEL annuellement.</p> <p>L'exploitant a présenté les contrôles de 2024 et le 1^{er} trimestre 2025 à l'Inspection. Aucune non-conformité n'a été relevée par les prestataires.</p> <p>La MEL réalise également un audit tous les deux ans. Le dernier audit de 2024 a été présenté à l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Programme d'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2012, article 9.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection</p>

des installations classées pour les paramètres considérés.

Constats :

L'organisme de contrôle SOCOTEC réalise les mesures des trois premiers trimestres. Les mesures comparatives sont réalisées par l'APAVE au 4^e trimestre. Les rapports de 2024 ont été présentés. Le planning des interventions 2025 a également été présenté avec la future intervention de l'APAVE pour décembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2012, article 9.2.1.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants : rejets 1 à 7 (cf articles 3.2.2)

Paramètre	Fréquence	Enregistrement	Méthodes d'analyses
Débit	Trimestrielle	Non	Cf titre 10 (ou reconnues équivalentes)
O2	Trimestrielle	Non	Cf titre 10 (ou reconnues équivalentes)
CO	Trimestrielle	Non	Cf titre 10 (ou reconnues équivalentes)
Poussières	Trimestrielle	Non	Cf titre 10 (ou reconnues équivalentes)
SO2	Trimestrielle	Non	Cf titre 10 (ou reconnues équivalentes)
NOx	Trimestrielle	Non	Cf titre 10 (ou reconnues équivalentes)
HCl	Trimestrielle	Non	Cf titre 10 (ou reconnues équivalentes)

			équivalentes
COVNM	Trimestrielle	Non	Cf titre 10 (ou reconnues équivalentes)

Constats :

L'ensemble des paramètres à contrôler sont bien pris en compte par SOCOTEC. En revanche il manque les paramètres HCl et COVNM dans les rapports de l'APAVE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de se rapprocher du prestataire afin que les paramètres manquants soient inclus dans la prochaine campagne de mesures de fin d'année.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2012, article 9.2.1.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance du biogaz

Prescription contrôlée :

La concentration en méthane et en H₂S doit être mesurée en continu ; toute dérive par rapport aux valeurs cibles doit entraîner une alarme et/ou une mise en sécurité des installations.

Constats :

Des capteurs en supervision sont mis en place sur tout le site. Selon le type et la provenance de l'alerte, l'accès à certaines zones peut être interdit ou bien des équipements peuvent être coupés automatiquement (ex : gazomètres).

Une analyse du biogaz est également effectuée tous les trois mois.

La maintenance des détecteurs et alarmes est réalisée chaque année.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gazomètres biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2012, article 8.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Construction – exploitation

Prescription contrôlée :

Les deux gazomètres ont une capacité unitaire de 3500m³ ; ils sont constitués de deux enveloppes souples résistantes au feu, la pression inter membrane de 25 mbar est assurée par un ventilateur ADF (plus un équipement de secours, prêt à l'emploi).[...]

Ils sont conçus conformément aux règles neige et vents [...]

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que les deux gazomètres viennent d'être changés (même capacité mais une pression inter membrane moindre de 20 mbar). Un porté à connaissance a été adressé à M. le préfet du Nord pour l'informer de ces changements.</p> <p>L'inspection traitera par rapport séparé ces modifications et proposera le cas échéant un arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>La visite sur site a permis de constater l'installation des nouveaux gazomètres. Ceux-ci étaient en phase de test au moment de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>